

Le président Nicolás Maduro n'est pas un dictateur



Photo : mobilisation des travailleurs avec Nicolas Maduro, le 1er mai 2024 à Caracas.

Par María Páez Victor

Le président Nicolás Maduro et son épouse, l'avocate et députée Cilia Flores, ont été violemment enlevés lors d'un coup d'État sanglant qui a massacré les 40 gardes présidentiels chargés de leur protection. Le couple a été transporté de force à New York, sous de fausses accusations de trafic de drogue. Cent personnes ont été tuées lors de cette attaque massive contre un Venezuela pris par surprise — un pays qui n'avait même pas reçu de déclaration de guerre des États-Unis. Cet assaut et cet enlèvement constituent une violation flagrante de la Charte des Nations unies, des Conventions de Genève, des droits humains, ainsi que du principe d'immunité des chefs d'État.

Une puissance nucléaire a commis un acte de guerre totalement disproportionné contre une nation pacifique et sans défense, sans même une déclaration officielle d'hostilités. Cette attaque a fait cent morts et détruit des habitations ainsi que des bâtiments publics — dépôts médicaux, bibliothèque, écoles, et même un campus universitaire. Les États-Unis ont utilisé une arme cybernétique d'une puissance inédite, qui a paralysé tous les systèmes de communication, Internet et l'électricité. Dans un acte de terrorisme impérial sans précédent, les troupes américaines ont enlevé un chef d'État en exercice — et son épouse.

Alors même qu'ils relatent cette mise à mort du droit international et des principes élémentaires de décence, les médias aux ordres de l'empire continuent d'accoler les adjectifs « dictateur » ou « autoritaire » au nom du président Maduro, affirmant en outre qu'il aurait « volé » l'élection présidentielle de 2024. Comme si cela justifiait cette forme de banditisme d'État qui menace la paix mondiale. Soudain, beaucoup d'analystes se sont mis à écrire comme s'ils connaissaient tout du Venezuela, alors qu'auparavant ils ne lui prêtaient guère attention. Permettez-moi d'être parfaitement claire : Nicolás Maduro a été dûment, légitimement et démocratiquement élu président de tous les Vénézuéliens le 28 juillet 2024, avec 51,2% des voix — et ce malgré une conspiration savamment orchestrée par les États-Unis pour délégitimer le processus électoral vénézuélien.

Cette conspiration contre le Venezuela s'est accompagnée d'une vaste campagne internationale visant à présenter son président constitutionnel comme un dictateur. Les médias dominants semblent incapables de parler du pays sans y accoler les expressions « le dictateur Maduro » ou « l'homme fort Maduro », même dans les nouvelles les plus banales. Même certains analystes progressistes tombent dans ce piège, et ce thème sera au centre du cirque judiciaire auquel le président Maduro devra faire face. Il est donc essentiel que le monde connaisse les preuves solides démontrant que Nicolás Maduro a remporté l'élection présidentielle de 2024 de manière transparente et vérifiée.

Les élections présidentielles de 2024 se sont déroulées dans un climat d'ordre et de calme, observées par des centaines de témoins internationaux indépendants, dans le strict respect des lois constitutionnelles, électorales et procédurales du Venezuela. Mais les États-Unis ont activé tout leur réseau de médias mensongers, d'alliés politiques, ainsi qu'une armée d'influenceurs et de journalistes à gages sur les réseaux sociaux pour crier à la fraude avant même le scrutin.

Oui, il y a eu tentative de fraude lors de l'élection présidentielle de 2024, mais elle n'est pas venue du chavisme ; elle fut le fait de María Corina Machado et de ses acolytes, avec le plein soutien technique, économique et politique de la CIA. Une campagne de sabotage vaste, voire impressionnante, visait à discréditer non seulement Maduro, mais surtout le système électoral vénézuélien — sans doute l'un des plus avancés au monde — célèbre pour sa transparence et son efficacité, et salué comme tel par Jimmy Carter (Alan McLeod, Orinoco Tribune, 30 juillet 2024).

Avant le scrutin, le pays a subi des attaques terroristes constantes contre ses installations électriques, ses dépôts alimentaires et ses infrastructures publiques. La guerre psychologique

faisait rage, cherchant à semer toutes sortes de peurs au sein de la population, accompagnée de campagnes de haine et de mensonges contre les chavistes et leurs familles. Les réseaux sociaux ont joué un rôle clé dans cette campagne de haine et de violence. L'atmosphère était détestable.

L'opinion publique mondiale a été conditionnée à croire que l'opposition devait gagner largement ; ainsi, si Maduro était déclaré vainqueur, ce ne pouvait être que par fraude. Ce message fut martelé par les médias, les réseaux sociaux et les chroniqueurs de droite du monde entier. On a à peine mentionné que María Corina Machado avait désigné un parfait inconnu, Edmundo González, pour la représenter, car les plus hautes juridictions du pays (et non Maduro) l'avaient disqualifiée pour corruption manifeste et avérée. « Le coup d'État s'est appuyé sur une campagne médiatique mondiale, massive et continue, menée pendant des mois par les conglomérats de presse, imposant un message d'une homogénéité inhabituelle : le président Maduro allait être battu dans les urnes, en citant des “sondages” donnant au candidat d'extrême droite soutenu par Washington, Edmundo González (présenté par la coalition Plateforme unitaire démocratique, PUD), 80% des voix » ([Francisco Domínguez](#)).

Mais la principale arme de désinformation fut une gigantesque cyberattaque contre le système électoral hautement informatisé, qui paralysa le processus et retarda ce qui, depuis des années, avait toujours été une transmission fluide des données électorales depuis les bureaux de vote jusqu'à l'autorité centrale, le CNE. Ce retard fut aussitôt utilisé par l'opposition comme “preuve” de fraude. Le Venezuela sollicite l'aide d'une entreprise, Columbus, qui confirma que les dysfonctionnements provenaient d'une attaque cybernétique massive — un [assaut](#) de 30 millions de tentatives d'intrusion par minute pendant vingt heures. L'attaque toucha également les banques, les institutions publiques, les paiements numériques et les services collectifs. Au total, 106 institutions furent piratées dans le but de paralyser l'État et de provoquer le chaos. Il faut rendre hommage au travail admirable des équipes électorales vénézuéliennes : face à ce défi sans précédent, elles ont réussi à éviter le désordre et à publier les résultats en un délai raisonnable.

L'autre arme redoutable déployée par Machado et la CIA fut la création d'une fausse page Web diffusant de prétendus « résultats officiels » afin de semer la confusion — un stratagème ensuite exploité par les groupes d'extrême droite pour marteler le discours de la fraude.

Face à ce déluge de mensonges et de manipulations, Nicolás Maduro demanda que le recomptage soit vérifié non seulement par le CNE, mais aussi par la Cour suprême du Venezuela. Est-ce là le comportement d'un dictateur ? La Cour invita les partis d'opposition à présenter leurs preuves de fraude ; or le parti de Machado refusa de comparaître. Ils n'avaient aucune preuve et continuèrent leur campagne de rumeurs, avidement relayée par une presse crédule.

Peut-être la preuve la plus éclatante du caractère non dictatorial du président Maduro réside-t-elle dans sa manière de gouverner. Il a décentralisé — ou plus précisément, transféré — le pouvoir vers les organisations populaires, les conseils communaux et les communes. Ces structures forment un véritable pilier du pouvoir participatif, où les citoyens définissent collectivement les besoins de leurs quartiers et districts. Aux heures les plus difficiles, sous les sanctions illégales imposées par

les États-Unis, ce sont les conseils communaux ruraux qui ont nourri la population. Dans la diversification de l'économie, ces mêmes organisations ont pris en main la production sous toutes ses formes. Le président Maduro a été le principal artisan de l'« État communal », véhicule majeur de participation citoyenne, pilier de la démocratie participative que consacre la Constitution vénézuélienne. Est-ce là le geste d'un dictateur — donner pouvoir et reconnaissance aux organisations du peuple ?

Nicolás Maduro est né dans un quartier populaire de Caracas, où il travaillait comme chauffeur d'autobus. Syndicaliste, il devint député, puis ministre des Affaires étrangères sous Hugo Chávez. Homme d'intelligence, de bonté et de respect, il aime la musique et la danse. C'est un homme de famille, profondément chrétien et animé d'une spiritualité sincère.

Son épouse, Cilia Flores, originaire d'une petite ville, monta à Caracas avec sa mère pour y étudier le droit. Volontaire et talentueuse, elle devint l'avocate d'Hugo Chávez lorsqu'il était emprisonné — et obtint sa libération. Aujourd'hui, elle est une juriste éminente, députée et figure de proue du mouvement pour les droits des femmes. Quand les sbires américains vinrent enlever son mari, elle résista, refusant de céder : si on emmenait Nicolás, on devait l'emmener aussi, car elle ne se séparerait pas de lui. Telle est la force de leur amour mutuel. Et ce n'est pas un hasard si elle préfère le titre de « Première combattante » à celui de « Première dame ».

En tant que président, Nicolás Maduro fut désigné par Hugo Chávez lui-même comme son successeur, exhortant le peuple à l'élire. La charge qui lui incombait fut immense : guider le Venezuela à travers la période la plus critique de son histoire moderne, sous le poids des sanctions illégales et criminelles des États-Unis, qui faillirent ruiner l'économie nationale.

Alors qu'on l'emmenait menotté, tel un criminel ordinaire, il parvint à adresser à son peuple un message par le langage des signes : Nous vaincrons. Ce simple geste remplit le cœur des Vénézuéliens d'espoir et de courage.

La présidente par intérim, Delcy Rodríguez, révolutionnaire de longue date et fille d'un journaliste battu à mort par les hommes de main de la CIA sous d'anciens régimes pro-américains, est une juriste hautement qualifiée, diplômée de l'Université de Londres et de la Sorbonne. Négociatrice aguerrie, elle se montre intraitable dans sa volonté de défendre la souveraineté du Venezuela, d'obtenir le retour de la présidence constitutionnelle et d'éviter une nouvelle agression militaire. Le dernier sondage *Hinterlaces* montre que huit Vénézuéliens sur dix approuvent Rodríguez. Et ceux qui croyaient que l'extrême droite menée par Machado représentait la majorité peuvent aujourd'hui voir la vérité : nulle part on ne célèbre la chute du président Maduro. Au contraire, les rues et les places du pays se remplissent de milliers de citoyens réclamant son retour. Dans le Sud global également, des foules immenses descendent dans la rue pour exiger sa libération.

Même depuis l'ignominie d'une cellule new-yorkaise où il est détenu comme prisonnier de guerre, le président Nicolás Maduro peut garder la tête haute. Il est resté fidèle à son peuple, à son mentor Chávez, à sa conscience et à son Dieu. Partout dans le Sud global, il est devenu le symbole de la

résistance face aux crimes impériaux des États-Unis, à l'image de Nelson Mandela.







Traduction : Bernard Tornare, <https://b-tornare.overblog.com/2026/01/le-president-nicolas-maduro-n-est-pas-un-dictateur.html>

[Source en anglais](#)





Diplômée en sociologie, **María Páez Victor** a obtenu une maîtrise à l'Université de Kent (Royaume-Uni) et un doctorat à l'Université York de Toronto. Ses recherches ont initialement porté sur les politiques de santé et environnementales, domaines où elle a développé une expertise reconnue internationalement. Professeure à l'Université de Toronto, elle a enseigné la sociologie médicale tout en conseillant des organismes sur les impacts des politiques publiques.

URL de cet article : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/28/le-president-nicolas-maduro-nest-pas-un-dictateur/>

En savoir plus sur

Abonnez-vous pour recevoir les derniers articles par e-mail.